



Syndicat « Autolib' »

DELIBERATION 2009 003- Modifications statutaires

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte ouvert *Autolib'*,

Vu la lettre du Préfet de Région au Maire de Paris en date du 26 juin 2009 par laquelle il demande aux membres du Syndicat Mixte de bien vouloir procéder à des modifications statutaires lors de la première séance du Comité Syndical,

Vu les statuts du syndicat mixte *Autolib'*,

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

APPROUVE :

Article unique : Les statuts du Syndicat Mixte *Autolib'* sont modifiés comme suit :

- L'article n°7 des statuts est remplacé par :

« Art. 7.- Souscription de stations »

Lors de la création du syndicat, les communes ou les établissements publics membres souscrivent un nombre de stations Autolib' à implanter sur leur territoire. Le Syndicat mixte fixe, à la mise en service d'Autolib', le montant de la participation aux investissements due par les communes ou leurs établissements publics pour chaque station implantée sur leur territoire.

Toutefois, les communes et établissements publics qui adhèrent au syndicat postérieurement à la date de mise en service d'Autolib' acquittent une souscription correspondant au coût effectif des travaux nécessaires. L'éventuelle majoration du coût résultant des investissements nécessaires postérieurement à la mise en service d'Autolib' est plafonnée à 20 % du montant de la participation prévue à l'alinéa précédent (en sus de l'actualisation des prix).

A la demande des communes ou de leurs établissements, le syndicat mixte peut souscrire un emprunt couvrant tout ou partie des participations dues par les communes ou les établissements pour les stations implantées sur leur territoire.

Le syndicat se fait ensuite reverser la participation prévue à l'alinéa précédent pour un montant équivalent aux annuités de remboursement de cet emprunt, capital et intérêts,

par les communes concernées, sur une base annuelle et sur une durée de dix ans ou sur la durée de la délégation de service public dans le cas où ce mode de gestion est retenu.

Les Départements et Région membres participent par le biais du versement d'une subvention d'investissement convertie en « équivalent-stations » sur la base du coût moyen versé par les communes et établissements membres pour les stations souscrites lors de la création du syndicat. Jusqu'à la mise en service du système, ce coût moyen est fixé par hypothèse à 50 000 €. Il sera ajusté à la mise en service du système en fonction du coût réel constaté. »

- l'article n°8 des statuts est remplacé par

« Art. 8.- Retrait d'un membre

Tout membre peut se retirer du syndicat mixte dans les conditions prévues à l'article L. 5721-6-2 du CGCT avec l'accord de celui-ci. Une majorité qualifiée des deux tiers des votes exprimés en faveur du retrait est nécessaire pour que celui-ci soit accepté par le syndicat mixte.

Pour les délibérations du comité syndical relatives à la demande de retrait d'un membre, le quorum des délégués est atteint lorsque les deux tiers des membres sont présents

Le cas échéant, une convention règle les modalités d'indemnisation du Syndicat Mixte au cas où ce dernier subirait un préjudice particulier du fait de ce retrait. »

- à l'article 10, la mention « et financées par celui-ci selon les modalités fixées au paragraphe 1 du présent article. » au troisième paragraphe de la deuxième partie est supprimé
- à l'article 10, il est ajouté après le quatrième paragraphe : « *Dans l'attente de la notification du montant de subvention apporté au syndicat, les Départements et Région membres disposent de 60 voix chacun.* »
- à l'article 10, il est inséré « *au 1^{er} janvier* » après « *chaque année* » au dernier alinéa de la deuxième partie.
- à l'article 10, au 9^{ème} alinéa de la troisième partie, la phrase « *La présence effective de la moitié des délégués du comité syndical est obligatoire pour atteindre le quorum.* » est supprimée.
- à l'article 10, au dixième alinéa de la troisième partie, il est ajouté « *En cas d'empêchement du suppléant,* » avant « *Tout délégué ...* »
- à l'article 12, au 6^{ème} alinéa, il est inséré « *en cas d'empêchement de son suppléant,* », après « *Un membre du bureau empêché d'assister à une séance peut,* »
- à l'article 12, il est ajouté après le 6^{ème} paragraphe : « *Les suppléants des membres du bureau peuvent assister aux séances du bureau, sans prendre part au vote lorsque le titulaire est présent* ».
- à l'article 14, au deuxième paragraphe, la référence de l'article « *L.5212-9 du CGCT* » est remplacée par « *L.5212-19* ».
- l'article 18, est remplacé par :

« Art. 18.- Publicité des budgets et des comptes

Les budgets du Syndicat restent déposés au siège administratif de l'établissement où ils sont mis sur place à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat dans le département.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen de publicité au choix du Président du Syndicat Mixte.

Les documents budgétaires, sans préjudice des dispositions de l'article L. 2343-2, sont assortis en annexe :

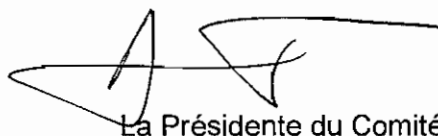
- 1° De données synthétiques sur la situation financière du Syndicat Mixte ;*
 - 2° De la liste des concours attribués par le Syndicat Mixte sous forme de prestations en nature ou de subventions. Ce document est joint au seul compte administratif ;*
 - 3° De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget. Ce document est joint au seul compte administratif ;*
 - 4° De la liste des organismes pour lesquels le syndicat :*
 - a) détient une part du capital ;*
 - b) a garanti un emprunt ;*
 - c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.*
- La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier du Syndicat ;*
- 5° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;*
 - 6° De la liste des délégataires de service public ;*
 - 7° Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme ;*
 - 8° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de l'établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l'article L. 1414-1 ;*
 - 9° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.*

Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

Les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale.

Les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de l'établissement public ainsi que sur ses différents engagements. »

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.



La Présidente du Comité Syndical